

Monsieur le commissaire enquêteur

La municipalité actuelle de MARON a été élue sur la base d'un programme clair, s'opposant à l'installation d'éoliennes.

La loi APER a entendu donner le dernier mot aux élus quant à la détermination des zones d'accélération et du type d'énergie renouvelable souhaité pour le territoire.

La ministre PANNIER RUNACHER l'a répété plusieurs fois à l'Assemblée Nationale et au Sénat :

« Le pouvoir de proposition revient aux élus et ce sont eux qui ont le dernier mot sur le zonage. En conséquence, aucune commune ne pourra se voir imposer la création d'une zone d'accélération sur son territoire. »

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/comptes-rendus/seance/session-ordinaire-de-2022-2023/premiere-seance-du-mardi-31-janvier-2023#2996490>

https://www.senat.fr/seances/s202302/s20230207/s20230207_mono.html#Niv1_SOM6

Dans ces conditions, on ne comprend pas que JPEE s'obstine contre l'avis de la municipalité et de la population.

Cette obstination porte atteinte à la cohésion sociale, qui est l'un des cinq objectifs du développement durable (article L 110-1 du code de l'environnement).

En effet, des propriétaires fonciers bailleurs et des exploitants agricoles sont susceptibles de toucher des loyers pour un projet condamné par la municipalité et le reste des habitants et générateur de fortes nuisances, y compris la dévalorisation de leurs biens immobiliers.

Dans ces conditions, un avis négatif s'impose de plus fort

Bien cordialement

Patrick KAWALA président de la FVED